

L'une des raisons qui imposent le changement.

À propos du pouvoir et des « partis politiques », la S-P-F a fait une thèse sur le sujet et elle n'a eu de cesse que d'évoquer la suppression de ces derniers dans un réquisitoire implacable... dont elle livre, ci-après, un court extrait...

Vous allez comprendre, en lisant la suite, pourquoi cette suppression s'avère nécessaire et combien les partis politiques ne sont que des machines à tuer les libertés et le bien public !

De la cause des causes...

Nous sommes nombreux à penser qu'une révision conjoncturelle et appropriée de nos institutions ne serait pas la dernière priorité des Français.

Sans nul doute, les sociologues et experts de l'association considèrent...

« Que les problèmes du pouvoir d'achat, de santé, de chômage, d'éducation, d'insécurité, comme ceux de la transition écologique ou de l'environnement font partie des inquiétudes brûlantes. Préoccupations auxquelles le pouvoir politique devrait agir et répondre en priorité. »

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la toute première de ces revendications concrètes a été à l'origine de l'initiative des Gilets jaunes.

Cela sous-entend que ce sont les dysfonctionnements de notre « démocratie » qui sont à l'origine de nos difficultés au quotidien comme celles qui nous attendent.

En effet, tant que le problème institutionnel ne sera pas résolu et que seuls les partis politiques, dont le nombre d'adhérents cumulés (soi-disant à jour de leur cotisation) est inférieur à celui de la Fédération française de tennis (soit 922 196), seront autorisés à présenter des candidats, les mêmes mauvaises décisions seront prises par les mêmes élus n'agissant que dans leur intérêt ou celui de ceux qui ont financé leur campagne.

Il découle de cette situation un sentiment de colère contre des élites accusées de pratiquer une forme d'autoprotection et d'entretenir un système dont les citoyennes et les citoyens de notre pays, de l'Europe, mais pas qu'eux, sont volontairement tenus à l'écart.

Néanmoins, il ne faut pas se tromper de combat !

Ce n'est pas le principe de l'élection qui pose problème ; c'est l'organisation du scrutin électoral dans son ensemble. Un procédé qu'il faut rapidement avoir le courage de repenser intégralement.

Il ne s'agit donc pas de condamner individuellement les élus dès lors que leur action s'inscrit dans le respect du droit et des exigences du mandat que les citoyens leur ont confié. C'est sûrement ailleurs, que se situent les menaces sous-jacentes pour la démocratie, ce fragile édifice dont les citoyens ont été entraînés à devenir à la fois les propriétaires et des usagers quasi responsables.

C'est bien l'institution démocratique, ses riches arcades et ses fatals arcanes qui souffrent de graves dysfonctionnements, venant impacter directement le quotidien des Français.

– Depuis plus de 40 ans, dans une forme d'alternance implacable, la droite et la gauche se sont partagé l'exercice du pouvoir ; les premiers n'étant élus que pour éliminer les seconds, et inversement.

– Depuis plus de 40 ans, les mêmes candidats débitent les mêmes discours, préalablement rédigés par les mêmes communicants sortis des mêmes écoles.

– Depuis plus de 40 ans, finalement, les mêmes promesses laissent place aux mêmes désillusions.

L'arrivée d'Emmanuel Macron dans le paysage politique est venue changer la donne en organisant une nouvelle forme d'alternance qui essaie de sortir du mépris des partis traditionnels.

Aujourd'hui, les seuls acteurs à prétendre prendre en charge les destinées du pays s'appelleraient LREM (aujourd'hui Renaissance) et le RN, tenus sur le devant de la scène par les « médiacraties » existantes.

Or, en appliquant à ces deux formations le principe de balancier sur lequel repose notre histoire politique, la formidable déception que laisseront le premier et le second quinquennat Macron conduira inévitablement les Français à se tourner vers son unique opposant encore vivant ; à moins qu'une femme ou un homme providentiel ne vienne rebattre les cartes...

Celle ou celui qui doivent profiter de la brèche, ouverte par Macron, pour créer un « **nouveau paradigme de gouvernance** ».

Peu importe que ce soit en 2022 ou en 2027, peu importe que ce soit par adhésion ou par dépit : cette échéance n'est plus qu'une question de ressenti et bien évidemment de temps.

C'est presque cohérent, inévitable : un changement important se prépare.

Mais cette option n'a jamais été envisagée, car elle exige un minimum de lucidité et de libre arbitre : elle consiste à ne rien attendre des professionnels du mandat politique, dont la parole a définitivement perdu toute crédibilité, et à agir par nous-mêmes.

Comme en témoigne la qualité des candidatures, qui émergent à chaque nouveau scrutin, un bon nombre de nos concitoyens souhaite en effet prendre part au débat démocratique.

Cependant, la plus grande partie d'entre eux est soigneusement écartée par les médias où le silence à leur égard prend la forme d'un accord tacite en faveur des partis traditionnels ; aujourd'hui hors-jeu.

Cette alternative citoyenne est pourtant la seule véritable alternative que nous n'ayons jamais tentée ; celle d'une démocratie rétablie et vivante où les « abeilles » (pour esclaves modernes) définiraient, elles-mêmes, le projet de société dans lequel elles veulent vivre en donnant leur avis sur les lois qui en définissent les règles de fonctionnement.

Il est temps que la société civile s'affranchisse du carcan des partis, qu'elle se mobilise, se rassemble, s'organise et construise un projet de bon sens. Un projet coordonné bâti autour de propositions pragmatiques et non-dogmatiques. Un projet porté par des citoyens libres de penser par eux-mêmes et ne défendant que l'intérêt du plus grand nombre. Un projet centré uniquement sur les idées et non sur celui qui les porte. Un tel projet serait de nature à rendre ses lettres de noblesse à l'engagement politique.

En réservant le pouvoir de décision aux seuls partis politiques, la Constitution de 1958 a institutionnalisé notre impuissance collective à agir.

Elle est là, la première cause des causes !

Mais le temps est venu qu'à l'alternance stérile et mortifère des partis s'oppose désormais une alternative citoyenne de reconquête du pouvoir.

« C'est le sens logique de l'Histoire de nos vies, car sans aucun changement notoire il n'y a plus d'Histoire ! »